

L'image du travail forcé au Gabon : le poids des photographies de Germaine Krull (1942-1944)

Fabrice Anicet MOUTANGOU
Université Omar Bongo (Gabon)

imenu4@yahoo.fr

Résumé

La question du travail forcé en Afrique coloniale, en général, et au Gabon, en particulier, fait encore l'objet de nombreuses publications scientifiques. Cependant, peu d'études sur le sujet s'efforcent d'illustrer les conditions de la mobilisation de la force de travail « indigène ». Ce présent article se donne pour objectif d'étudier la question du travail forcé au Gabon à partir des photographies réalisées par Germaine Krull pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces documents inédits, essentiellement localisés aux Archives Nationales d'Outre-mer d'Aix-en-Provence (France), offrent la possibilité de scruter au plus près les conditions de travail et les potentiels abus dont ont été victimes les Gabonais. Autrement dit, cette analyse met en lumière les rapports qu'entretient la photographie avec le réel, c'est-à-dire le quotidien des Gabonais mobilisés sur les chantiers de production dans le cadre de l'effort de guerre.

Mots-clés : AEF, Gabon, Mobilisation, Photographie, Travail.

Abstract

The issue of forced labor in colonial Africa, and in Gabon in particular, is still the subject of numerous scientific publications. However, few studies on the subject attempt to illustrate the conditions of the mobilization of the "indigenous" labor force. This article aims to study the issue of forced labor in Gabon based on photographs taken by Germaine Krull during the Second World War. These unpublished documents, mainly located in the Archives Nationales d'Outre-mer in Aix-en-Provence (France), offer the possibility of closely examining the working conditions and potential abuses to which the Gabonese were subjected. In other words, this analysis sheds light on the relationship between photography and reality, that is, the daily life of the Gabonese people mobilized on the production sites as part of the war effort.

Keywords: AEF, Gabon, Mobilization, Photography, Labor.

Introduction

Si les combats de la Seconde Guerre mondiale ont touché l'Afrique équatoriale du fait des choix politiques des administrateurs locaux français (H. Bonin, 2008, p. 348), la mobilisation économique a davantage touché les populations locales dans le cadre de l'effort collectif demandé par la métropole. En effet, pendant les années de conflit, « une vie économique et entrepreneuriale a persévéré sur le continent (H. Bonin, 2010, p. 18), drainant ainsi des masses entières des colonisés vers les sites de travail essentiels à la production destinée à l'effort de guerre. Si les instructions officielles se gardaient de parler ouvertement de mobilisation forcée, les agissements des employeurs (administration et entreprises privées), ainsi que les documents iconographiques d'époque (les photographies notamment), laissaient penser le contraire.

Dans ces conditions, est-il judicieux d'envisager les photographies de Germaine Krull, prises dans le feu de l'action et montrant des Gabonais mobilisés au travail pendant le conflit, comme la mémoire vivante du travail forcé au Gabon durant la parenthèse coloniale ? À cette interrogation, nous répondons par l'affirmative. En effet, le travail de Germaine Krull, soutenu par les renseignements tirés des archives papiers, témoigne des conditions difficiles de la mobilisation des Gabonais pendant la guerre voire la parenthèse coloniale toute entière. Ainsi, l'examen des documents iconographiques issus de l'Agence Économique de la France d'outre-mer et localisés Archives Nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence s'est avéré crucial. De 1942 à 1944, il est donc possible de cerner le labeur des Gabonais sur les chantiers de production. Mais au-delà de la parenthèse de la guerre, ces documents, véritables témoignages visuels, lèvent aussi le voile sur le phénomène du travail forcé en situation coloniale.

Fort de ce qui précède, cet article se structure en trois grands points. Dans un premier temps, il s'intéresse à la personne de Germaine Krull et sa passion pour la photographie. Il étudie ensuite les conditions de la mobilisation de Germaine Krull au côté des Forces Françaises Libres et son travail de reporter de guerre sur les chantiers de production au Gabon. Enfin, le troisième point amorce une relecture des photographies prises en situation, véritable témoignage de la réalité du travail forcé en Afrique coloniale.

1. Germaine Krull : une aventurière dans l'âme

Pour comprendre la portée des photographies immortalisant le travail forcé au Gabon, il importe d'abord de cerner la personnalité de son auteur, Germaine Krull, ainsi que son approche du métier de photographe.

1.1. La photographie comme passion

D'origine allemande et naturalisée française, Germaine Krull est née en Pologne en 1897. À l'évidence, tout porte à croire que les convictions de son cercle familial ont largement influencé sa perception de la vie et ses orientations professionnelles : « De son père, un Allemand, athée et libertaire, elle hérite un goût du risque et de la liberté qui chez lui, frisent le dilettantisme, et qu'elle, sa fille, sublimera dans son art »¹. Confrontée à la dure réalité d'une enfance quelque peu difficile, Germaine Krull connaît une jeunesse « mouvementée », ponctuée par des emprisonnements et des expulsions des villes². C'est dans cette agitation qu'elle se prend de passion pour la photographie. Au cours des années 1910, elle étudie la photographie à Munich. Au départ, elle s'intéresse au portait et à l'architecture. Au fil du temps, ses thèmes de prédilection vont aller de la mode au monde industriel en passant par la publicité³, etc. Ces expériences, forgées par une série de collaborations avec d'autres photographes de renom et des intellectuels de toutes obédiences, finissent par faire d'elle une photographe engagée et en avance sur son temps.

1.2. La photographie engagée : un moyen d'expression

Excentrique tant dans son approche du métier de photographe que dans son positionnement politique (ancrée à gauche)⁴, Germaine Krull se veut avant-gardiste et sa manière d'envisager la photographie ne laisse pas ses contemplateurs insensibles : « Ces photographies renversées, qui montrent par leurs cadrages insolites jeux de masse, détails abstraits et motifs géométriques, constituent un manifeste du regard moderne »⁵. Sa vision et son approche « révolutionnaire » de la photographie font d'elle une avant-gardiste de la photographie de l'entre-deux guerres. C'est dans cette optique que Michel Frizot, historien de la photographie, lui rend hommage en des termes élogieux : « Germaine Krull [...] est une des photographes les plus connues de l'histoire de la photographie, pour sa participation aux avant-gardes des années 1920-1940, et l'une des femmes-photographes les plus célèbres. La publication de son portfolio Métal en 1928, sa présence à l'exposition « Film und Foto » en 1929 sont les événements le plus souvent

¹ [En ligne], URL : <https://information.tv5monde.com/terriennes/germaine-krull-un-objectif-et-mille-vies-47019>, consulté le 09/ 2022 à 11.24.

² [En ligne], URL : <https://awarewomenartists.com/artiste/germaine-krull/>, consulté le 09/2022 à 11.50.

³ [En ligne], URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/germaine-krull/>, consulté le 09/2022 à 12.08.

⁴ [En ligne], URL : <https://jeudepaume.org/evenement/germaine-krull-1897-1985/>, consulté le 8/2022 à 12.29.

⁵ [En ligne], URL : <https://awarewomenartists.com/artiste/germaine-krull/>, consulté le 09/02/2022 à 12.31.

rappelés, qui l'inscrivent de fait comme l'une des égéries de la modernité photographique »⁶.

2. Germaine Krull et la photographie de guerre en AEF et au Gabon : une tentative pour rallier l'opinion publique métropolitaine à la cause des FFL

À la fin des années 1930, et alors que les dissensions entre les puissances occidentales laissent planer le spectre de la guerre, Germaine Krull s'est déjà forgée une réputation de photographe engagée et anticonformiste. Le début des hostilités militaires et l'occupation d'une partie de la France par les Allemands lui donnent l'occasion d'utiliser ses photographies comme une arme de guerre.

2.1. Germaine Krull en AEF : le choix de la résistance

Le déclenchement des hostilités militaires en 1939 et la capitulation de la France en 1940 perturbent l'équilibre politique et administratif de l'empire tout entier (F. A. Moutangou, 2013, p. 266). Après la liquidation de la Troisième République à Vichy et l'avènement d'un État de type fasciste sous l'autorité de Pétain (J. Suret-Canale, 1962, p. 569), de nombreux Français prennent la route de l'exil afin de poursuivre le combat loin de la métropole. Dans un premier temps, en 1940 notamment, Germaine Krull s'exile sur le continent américain pour le compte de la France libre. De là, elle rejoint les rangs des Forces Françaises Libres en AEF d'où elle dirige le service photographique de propagande de la France libre. C'est à ce titre qu'elle sillonne l'ensemble de la fédération de l'AEF et le Gabon en particulier en quête d'images fortes attestant de la mobilisation générale des Africains. Les photographies qu'elle réalise « présentent [souvent] les réalisations obtenues [...] dans tous les domaines : agriculture, commerce et industrie, habitat, travaux publics » (B. Van Reetch, 2017, p. 306). Ces images, plus vraies que nature, sont destinées à convaincre l'opinion que la France c'est aussi l'empire et que la résistance dans les colonies est une preuve de la poursuite du combat (S. Lemaire, C. Hodeir et P. Blanchard, 2008, p. 117).

2.2. Guerre, mobilisation africaine et photographie de propagande : comment magnifier la mobilisation de l'AEF ?

Alors que la résistance contre les forces allemandes s'organise autour de De Gaulle, une immense et intense campagne de propagande visant à magnifier la mobilisation anti nazis dans les TOM se met en place. Au même titre que les mobilisés

⁶ [En ligne], URL : <https://jeudepaume.org/evenement/germaine-krull-1897-1985/>, 09/02/2022 à 12.37.

sur le front des opérations, d'autres combattants de l'ombre, à l'image de Germaine Krull, mettent à profit leur savoir-faire afin de booster la mobilisation générale. Ainsi, grâce à la propagande magnifiée par des photographies inédites, « les esprits [métropolitains] ont été convaincus de l'importance économique des colonies » (S. Lemaire, C. Hodeir et P. Blanchard, 2008, p. 390).

Dans cette optique, Germaine Krull va s'illustrer avec *maestria*, n'hésitant pas à sillonner le Gabon afin de visiter et filmer les sites de mobilisation de la force de travail locale de 1942 à 1944. À cet effet, les images du travail dans les mines d'or de Ndjolé et Mimongo traduisent par exemple l'importance prise par ce métal précieux dans le cadre du financement de la résistance : « L'exploitation aurifère est en effet d'une importance primordiale pour la vie de l'Afrique française libre. Vous savez que la production d'or est rassemblée à Brazzaville en vue de constituer un trésor de guerre qui pourra, le cas échéant, servir à des opérations économiques, financières, où même militaires (achats d'armement notamment) »⁷. Il n'est donc pas étonnant que les discours de l'époque magnifient le rôle de l'empire dans la victoire française : « la place prise entre 1940 et 1943 par l'Afrique Équatoriale Française fut essentielle pour la construction même de la France libre » (C. Coquery-Vidrovitch, 2012, p. 1). Si les efforts de Germaine Krull sont en partie responsables de ce succès, il cache moins le travail forcé auquel les Gabonais étaient à nouveau soumis. Pour s'en convaincre, il est nécessaire d'étudier les conditions de cette mobilisation économique dans les domaines spécifiques tels que la construction des routes, la production du caoutchouc et de de l'or et surtout l'approvisionnement en vivres de ces différents chantiers.

3. L'œuvre de Germaine Krull : une approche « plus vraie que nature » du travail forcé

Officiellement, l'administration française consacre la liberté de travail dans ses colonies d'Afrique équatoriale en 1922 (C. Messi me Nang, 2006, p. 201). Cependant, les circonstances liées à la guerre et la nécessité de mobiliser l'ensemble des forces vives de l'empire remettent au goût du jour des méthodes de mobilisation tant décriées par le passé. Sur l'ensemble de la fédération de l'AEF, au Gabon notamment, les autorités locales usent des méthodes coercitives, soit pour recruter ou pour maintenir les travailleurs et leurs familles sur les chantiers.

⁷ ANG, Fonds Medouneu, 2Dj (IV) 9.1, Service des mines, Politique minière, répression du trafic d'or clandestin, Circulaire du gouverneur général de l'AEF au sujet des efforts à fournir pour la production d'or en AEF, 1940.

3.1. De la célébration de l'effort de guerre à l'immortalisation du travail forcé au Gabon : une autre lecture des photographies de Germaine Krull

Dans son invite à une plus grande prise en compte de l'iconographie dans les analyses historiques, Gérard Régimbeau soutient que : « l'iconographie [...] en histoire représente un objet d'étude important et toujours vivant » (2004, p. 7). Avant lui, Pierre Halen, fervent défenseur de la reconnaissance de l'imagerie coloniale comme source historique, invitait néanmoins à certaines précautions au moment de leur interprétation (1996, p. 230). Dans cette optique, les photographies prises par Germaine Krull doivent être étudiées en tenant compte du contexte et de la littérature administrative de l'époque concernée.

S'il est fort probable que Germaine Krull ne se soit pas directement intéressée aux conditions de recrutement et de traitement de la force de travail locale, l'analyse minutieuse des archives écrites d'époque laisse clairement transparaître un recours quasi systématique à la coercition dans la politique de mise au travail des mobilisés. Autrement dit, il n'est pas exagéré d'envisager les photographies de Germaine Krull comme l'illustration du travail forcé en AEF et au Gabon au cours de la Seconde Guerre mondiale. Dans une approche plus générale du travail forcé en Afrique coloniale, ces sources iconographiques sont à n'en pas douter la traduction imagée de ce qu'a été le travail forcé sur le continent depuis le début de l'ère coloniale. Pour s'en convaincre, intéressons-nous d'abord aux conditions de la mobilisation dans les chantiers de construction des routes (cf. photographies 1 et 2 ci-dessous) :

Photographie 1 :

Sur la route de l'Onoï à Mouila : scène de chantier (1942)



Source : [en ligne], URL : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi69-10, consulté le 11 février 2022 à 13h12

Dans l'optique d'une participation efficiente de l'AEF à la mobilisation collective, le général de Gaulle et les troupes de la France libre s'efforcent d'abord d'aménager le réseau routier de la fédération. Les photographies 1 et 2 prises par Germaine Krull montrent tour à tour deux groupes d'hommes actifs sur le terrain. Dans les deux cas, on aperçoit des Africains travaillant à mains nues, sans outils essentiels à l'accomplissement des tâches parfois rudes telles que le transport et l'installation des buches de bois destinées à l'aménagement des ponts.

Photographie 2 :

Route de Mouila à Onoï. Réparation d'un pont endommagé par une pluie (1943)



Source : [en ligne], URL : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi69-28, consulté le 11 février 2022 à 14.37

Ce constat visuel, témoin de la rudesse de la tâche à laquelle sont confrontés les Gabonais, est corroboré par l'analyse des archives écrites traitant de la question. Les documents localisés aux Archives Nationales du Gabon nous apprennent que cette mobilisation rentre dans le cadre d'un vaste programme économique piloté depuis Brazzaville. Ainsi, dans le sud de la colonie du Gabon d'où ces deux photographies ont été prises, outre le projet d'aménagement de la route Ndendé (Gabon)-Dolisie (Congo), la nécessité de hâter la construction d'un véritable réseau de pistes intérieures devant favoriser le désenclavement des zones aurifères justifie les mobilisations forcées des travailleurs. Dans une circulaire confidentielle traitant de la question, Felix Éboué, gouverneur général de l'AEF, précise ce qui suit : « Il faut tendre de toutes ses forces à ce que cette main-d'œuvre soit recrutée parmi la population flottante [...]. Il y a là une œuvre de rééducation, ayant pour objet de ramener le noir déraciné à une fonction stable [...]. La population flottante sera souvent insuffisante. Il faudra alors, là où de gros chantiers justifient pareille mesure, contraindre les exploitants à déplacer des villages

entiers »⁸. Dans ce passage, la plus haute autorité de la fédération de l'AEF donne clairement les grandes lignes de ce que peuvent être les modalités de recrutement des travailleurs en contexte de guerre. Sur le terrain, les représentants de l'administration (Européens et Africains assurant la police) n'hésitent pas à traiter les travailleurs comme des captifs contraints aux travaux forcés (cf. photographie 3 ci-dessous) :

Photographie 3 :
Équipe de travailleurs sur la route de Mouila-Onoï (1943)



Source: [en ligne], URL : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi69-5, consulté le 17/09/2022 à 12.53

La photographie 3 ci-dessus donne à voir une scène classique de l'organisation des chantiers de construction des routes au Gabon pendant la Seconde Guerre mondiale. Trois enseignements découlent de l'analyse de cette photographie. Dans un premier temps, on peut voir en gros plan un homme d'une certaine carrure et correctement vêtu se tenant droit devant l'objectif. Le décryptage de sa posture et son style vestimentaire (képi, chemise, culotte et chaussures) laisse clairement penser qu'il s'agit d'un milicien (régisseur) en charge de la surveillance du chantier. La masse compacte d'hommes munis de bâtons se tenant derrière le milicien représente le groupe de travailleurs mobilisés pour la construction d'un tronçon de route. Loin d'être un fait anodin, l'omniprésence de ce milicien sur cette photographie symbolise l'autorité. Mais une autre lecture de cette photographie envisage aussi cette présence comme un moyen de dissuasion à l'endroit des autochtones récalcitrants. En effet, face à l'indolence, au refus de travailler et aux velléités de désertion, ce milicien est donc chargé de faire régner l'ordre, y compris par la

⁸ ANG, Fonds Medouneu, 2Dj (IV) 9.1, Service des mines, Politique minière, répression du trafic d'or clandestin, Circulaire du gouverneur général de l'AEF aux chefs de territoires du Gabon, Moyen-Congo, Oubangui-Chari et Tchad, 1941.

violence et la contrainte. Cette propension à faire travailler les Africains sous la contrainte s'est étendue à l'ensemble des secteurs économiques de la colonie. Le sous équipement de la fédération de l'AEF et l'absence d'investissements de type industriel nécessaire à la modernisation des méthodes d'exploitation des ressources naturelles sont souvent mis en avant dans la justification des abus dont sont victimes les travailleurs.

Dans les exploitations aurifères par exemple, la situation est davantage préoccupante. En effet, la rudesse du travail sur les chantiers d'extraction d'or est clairement perceptible à travers la photographie 4 :

Photographie 4 :
Mines d'or de Dulos, lavage de l'or (1943)



Source: [en ligne], URL http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi68-38, consulté le 11/02/2022 à 18.14

La photographie 4 ci-dessus montre des travailleurs debout, au-dessus du sol, sur un mécanisme de lavage des sables aurifères totalement archaïque et loin des standards habituels en la matière. Munis de morceaux de bois rudimentaires, ils procèdent à l'opération de lavage des sables aurifères afin d'en extraire l'or pur. Comme on peut le constater, rien sur cette photographie ne laisse transparaître l'utilisation d'un quelconque matériel industriel. La loi de la pesanteur pour l'écoulement des eaux et la seule force physique suffisent à produire l'or tant prisé par les Forces Françaises Libres. Cette situation s'explique par le refus systématique des exploitants aurifères d'investir dans l'industrialisation de l'outil de production. Mieux, ils se sont contentés de surexploiter la force de travail locale, parfois contre leur gré et en dehors du cadre officiel régissant le travail salarié dans la fédération de l'AEF. Dans ces conditions, les cas de désertion de la main-œuvre sont une réponse à la coercition et aux mauvaises conditions de travail. Pour juguler le phénomène de désertion des travailleurs autochtones, l'administration ne se prive pas d'appeler à la répression systématique : « En toutes occasions les chefs de circonscription territoriales doivent faire connaître aux populations indigènes des régions

minières la volonté du gouvernement d'obtenir d'elles le travail sur les chantiers miniers. En pays noir, l'autorité de l'administrateur est telle qu'il lui suffit le plus souvent de manifester sa volonté pour être obéi [...]. Les déserteurs des camps miniers doivent être recherchés et ramenés aux chantiers après application des sanctions disciplinaires prévues par le code de l'indigénat »⁹.

Ces références au tristement célèbre Code de l'indigénat sont en réalité une incitation à la contrainte, un appel officiel à la résurrection du travail forcé sous toutes ses formes. Dans les faits, ces appels à l'exhumation du travail forcé n'épargnent pas les colonnes des porteurs mobilisés pour le ravitaillement en vivres des chantiers routiers et aurifères (cf. photographie 5).

Photographie 5 :
Ravitaillement de la mine d'Etéké (1943)



Source: [en ligne], URL http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi68-36, consulté le 11/02/2022 à 19.28

Sur l'ensemble de la fédération de l'AEF, la mobilisation des bras pour la production économique a débouché sur la nécessité d'organiser le ravitaillement des chantiers en vivres, on l'a précisé plus haut. Dans la colonie du Gabon, l'administration et les exploitants privés n'ont eu aucun mal à s'entendre pour faire reposer cet effort supplémentaire sur la population restée dans les villages (femmes, enfants et vieillards notamment). Mais la question du portage au Gabon et en Afrique coloniale ne date pas de la Seconde Guerre mondiale.

En effet, depuis la fin du XIX^e siècle, les compagnies concessionnaires actives dans la colonie ont souvent usé de ce moyen de transport périlleux et dévastateur pour les populations. Avec des charges moyennes de l'ordre de 25kg par personne, « le portage

⁹ ANG, Fonds Medouneu, 2Dj (IV) 9.1, Service des mines, Politique minière, répression du trafic d'or clandestin, Circulaire du gouverneur général de l'AEF au sujet des efforts à fournir..., *op. cit.*

exerça ses ravages aussitôt qu'il fallut approvisionner régulièrement en troupes, en vivres et en marchandises les zones dépourvues d'une liaison fluviale continue » (C. Coquery-Vidrovitch, 2001, p. 187). Loin d'être aussi cruelles que par le passé, les mobilisations des porteurs pour le ravitaillement des chantiers pendant le second conflit mondial demeurent tout de même contraignantes et peu appréciées des Gabonais. En 1940 par exemple, pas moins de 2200 porteurs ont été mobilisés pour le compte de l'entreprise ORGABON. Malgré cette mobilisation conséquente dans une région démographiquement pauvre, le gouvernement général de l'AEF va davantage durcir le ton afin que les cadences d'approvisionnement des chantiers aurifères soient maintenues à des niveaux élevés : « Le ravitaillement des camps miniers doit être organisé sous l'égide administrative dans un esprit de répartition rationnelle des ressources locales »¹⁰.

Dans le même ordre d'idées, les familles des orpailleurs (femmes et enfants notamment) installées sur les sites de production sont aussi contraintes aux travaux champêtres, nonobstant l'absence d'un cadre lequel organisant leur mobilisation : « Les cultures des femmes d'ouvriers doivent être encouragées et même, lorsque cela est possible, rendues obligatoires »¹¹.

Mais toutes ces mobilisations forcées débouchent régulièrement sur des mouvements d'humeur. En effet, tout au long du conflit, d'innombrables cas de résistances locales sont signalés : « Dès que les recrutements [des porteurs] étaient annoncés, les villages se vidaient de tous les jeunes gens » (G. A. Nzengué Iguemba, 2005, p. 350). Grâce à Germaine Krull, il est possible de cerner dans une certaine mesure la rudesse du travail auquel les autochtones sont soumis dans les mines et sur les routes. Au-delà de la construction des routes et des conditions de travail dans les sites de production d'or, le travail de Germaine Krull donne aussi à voir les conditions draconiennes de production du caoutchouc naturel par les Africains. La question du caoutchouc et de sa production en Afrique équatoriale a longtemps crispé les rapports entre les colons et les colonisés. En effet, cette activité économique passe pour être la plus cruelle de toutes celles imposées aux populations. Pour s'en convaincre, arrêtons-nous un instant sur les constatations d'André Gide à la suite de son expédition au Congo au début du XX^e siècle : « Au cours de notre voyage, nous aurons l'occasion de voir que la situation faite aux indigènes, aux « saineurs de caoutchouc », comme on les appelle [...], n'est pas beaucoup meilleure que celle que l'on nous peignait » (A. Gide, 1995, p. 92). Il n'est donc pas étonnant que l'entêtement des colons à imposer la production du caoutchouc aux Africains intrigue : « Face à la consommation mondiale (900 000t en 1939), la production du Congo apparaît dans toute sa médiocrité. On ne peut que s'étonner de la démesure des efforts tentés par l'Administration et des souffrances endurées par les populations pour un si piètre résultat » (C. Coquery-Vidrovitch, 2001, p. 436).

¹⁰ ANG, Fonds Medouneu, 2Dj (IV) 9.1, Service des mines, Politique minière, répression du trafic d'or clandestin, Circulaire du gouverneur général de l'AEF au sujet des efforts à fournir..., *op. cit.*

¹¹ *Id.*

Ces récriminations et dénonciations des difficultés liées à la production et à la livraison du caoutchouc naturel en AEF n'ont pas suffi à faire reculer les colons. Le déclenchement du second conflit mondial et la nécessité d'approvisionner la métropole en produits naturels nécessaires à son effort de guerre remettent au goût du jour l'exploitation du caoutchouc comme le montre la photographie ci-dessous :

Photographie 6 :

Lac azingo à la SHO. Fabrication de caoutchouc, le filtrage du jus de latex (1942)



Source: [en ligne], URL : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi68-51, consulté le 13/09/2022 à 12.24

Si les conditions de la production du caoutchouc naturel en AEF au cours de la Seconde Guerre mondiale ne diffèrent pas fondamentalement du protocole en vigueur depuis le XIX^e siècle, c'est davantage l'immortalisation des étapes de la production dudit latex, grâce aux photographies de Germaine Krull, qui marque un tournant dans la perception des conditions de la mobilisation des travailleurs. En effet, la photographie 6 ci-dessus donne à voir une des multiples étapes du traitement de jus de latex. Au premier abord, il apparaît clairement que le travail s'effectue à l'air libre. En l'absence d'atelier, les Africains, sous le contrôle d'un agent européen souvent véreux, investissent une clairière en pleine forêt. Les outils nécessaires à l'étape de filtrage se composent d'éléments de récupération : fûts et récipients usagés, tamis et tiges végétales (pour le mélange). Pour l'opération d'essorage, les autochtones se servent d'un presseur à manivelle rudimentaire (photographie 7 ci-dessous) :

Photographie 7 :

Lac Azingo. Fabrication de caoutchouc, la masse de latex est essorée (1942)



Source: [en ligne], URL : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulyse/notice?id=FR_ANOM_30Fi68-50, [consulté le 14/09/2022 à 21.29]

L'opération d'essorage consiste à placer une boule de caoutchouc entre les deux petites turbines tournant sur elles-mêmes à l'aide d'un volant manipulé par un autochtone. Après laminage, le produit obtenu se présente sous la forme d'une feuille fine et étirée de forme rectangulaire. Ces opérations de fabrication et livraison de caoutchouc dissimulent à peine le poids et les conséquences de cette activité sur les Africains. En effet, pour ces derniers, la réouverture des chantiers de production de caoutchouc marque la résurgence du travail forcé, des exactions et des dérives de toute nature (F. A. Moutangou, 2013, p. 284). Dans certains cas, cette activité entraîne la désorganisation de la société traditionnelle locale: « Le travail peu rémunérateur de la cueillette du caoutchouc a eu des répercussions dans le domaine sanitaire, économique et social. Les indigènes, obligés de vivre en brousse, loin de leurs cases, s'exposent à toutes sortes de maladies [...]. D'autre part, faute de temps, les indigènes ne pouvaient plus consacrer leur travail à l'entretien de leurs cases, de sorte que certains villages présentaient un aspect minable » (N. Metegue N'nah, 1994, p. 443).

3.2. L'œuvre de Germaine Krull en AEF : une source pour l'histoire du travail forcé au Gabon

Si l'iconographie demeure une source d'information sous exploitée par les historiens, le travail de terrain de Germaine Krull en Afrique Équatoriale Française retient peu l'attention des historiens et chercheurs spécialistes de la colonisation. Bien que l'abondance des documents d'archives (les archives écrites notamment) contente amplement les chercheurs, la mobilisation des sources iconographiques, les

photographies notamment, dans une approche de complémentarité, permet d'envisager le passé colonial de l'AEF et du Gabon sous des angles nouveaux.

C'est tout l'intérêt que revêt une plus grande prise en compte du travail de terrain de Germaine Krull. Une véritable appropriation de ces sources inédites offre inévitablement la possibilité de cerner les réalités du travail forcé en particulier et la rudesse de la domination coloniale en général. En clair, une plus grande exploitation des photographies d'époque donne la possibilité de voir, lire et interpréter les regards, les positions, les gestes, etc. des acteurs (colons et Africains) de la vie en colonie.

Conclusion

La question du travail forcé en situation coloniale et au Gabon demeure un champ d'étude prisé par les chercheurs. Cependant, en l'absence des témoins vivants de cette période, les historiens se ruent presque essentiellement sur les documents écrits et parfois les témoignages oraux. Mais avec le travail de Germaine Krull, il est désormais possible de rendre vivante cette histoire ; il est possible de suivre pas à pas les conditions de la mobilisation des Gabonais pendant le second conflit mondial. Rétrospectivement, il est même possible, dans une certaine mesure, de se rapprocher des réalités du travail forcé telles que vécues par les Gabonais au contact des premiers occidentaux installés sur le territoire depuis le XIX^e siècle.

Sources

Sources numériques

[En ligne], URL : www.tv5monde.com

[En ligne], URL : www.awarewomenartists.com

[En ligne], URL : www.universalis.fr

[En ligne], URL : www.jeudepaume.org

[En ligne], URL : www.anom.archivesnationales.culture.gouv.fr

Sources d'archives

*Archives nationales du Gabon (fonds provincial Medouneu)

-2Dj (IV) 9.1, Service des mines, Politique minière, répression du trafic d'or clandestin, Circulaire du gouverneur général de l'AEF au sujet des efforts à fournir pour la production d'or en AEF, 1940.

-2Dj (IV) 9.1, Service des mines, Politique minière, répression du trafic d'or clandestin, Circulaire du gouverneur général de l'AEF aux chefs de territoires du Gabon, Moyen-Congo, Oubangui-Chari et Tchad, 1941.

Références bibliographiques

BONIN Hubert, 2008, *CFAO (1887-2007), la réinvention permanente du commerce outre-mer*, Paris, SFHOM.

- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, 2001, *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires 1898-1930*, Paris, EHESS.
- GIDE André, 1995 [1927], *Voyage au Congo suivi de retour au Tchad*, Paris, Gallimard.
- HALEN Pierre, 1996, « L'imagerie coloniale : un matériau pour l'histoire ? », in *Zaire-Afrique*, n°305, p. 229-232.
- LEMAIRE Sandrine et BLANCHARD Pascal, 2008, « Exhibitions, expositions, médiatisation et colonies (1870-1914) », *Culture coloniale en France. De la Révolution française à nos jours*, P. Blanchard, S. Lemaire et N. Bancel (dirs.), Paris, CNRS, p. 111-119.
- LEMAIRE Sandrine, HODEIR Catherine et BLANCHARD Pascal, 2008, « Economie coloniale : entre mythe propagandiste et réalité économique (1940-1955) », in *Culture coloniale en France. De la Révolution française à nos jours*, P. Blanchard, S. Lemaire et N. Bancel (dirs.), Paris, CNRS, p. 384-399.
- MESSI ME NANG Clotaire, 2006, « La législation coloniale du travail en AEF et au Gabon d'avant le Code du Travail des Territoires d'Outre-Mer de 1952 : portée et limites, 1903-1940 », in *Le Gabon approche pluridisciplinaire*, G. A. Nzenguet Iguemba (dir.), Paris, L'Harmattan, p. 197-212.
- METEGUE N'NAH Nicolas, 1994, *Histoire de la formation du peuple gabonais et de sa lutte contre la domination coloniale (1839-1960)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris 1.
- MOUTANGOU Fabrice Anicet, 2013, *Une entreprise coloniale et ses travailleurs : la Société du Haut-Ogooué et la main-d'œuvre africaine (1893-1963)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Toulouse 2- Le Mirail.
- NZENGUET IGUEMBA Gilchrist Anicet, 2005, *Colonisation, fiscalité et mutation au Gabon 1910-1947*, Paris, L'Harmattan.
- REGIMBEAU Gérard, 2004, « Quelle iconographie pour l'histoire culturelle contemporaine ? », in *Etudes de communication. Langages, information, médiations*, n°27, p. 1-10.
- SURET-CANALE Jean, 1962, *Afrique noire. L'ère coloniale 1900-1945*, Paris, Editions Sociales.
- VAN REETCH Benoit (dir.), 2017, *Histoire d'outre-mer. Les archives nationales d'outre-mer ont 50 ans*, Paris, Somogy.